



European Network for
Rural Development

FR

BROCHURE DE PROJETS

Fonds européen agricole
pour le développement rural

L'INNOVATION NUMÉRIQUE ET SOCIALE DANS LES SERVICES RURAUX



<https://enrd.ec.europa.eu>

Financé par la



Le réseau européen de développement rural

Le réseau européen de développement rural (REDR) est la plateforme qui relie les parties prenantes du développement rural dans toute l'Union européenne (UE). Le REDR contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural (PDR) des États membres par l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant les échanges d'informations et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre a établi un réseau rural national (RRN) qui regroupe les organisations et administrations concernées par le développement rural. Au niveau de l'UE, le REDR soutient la mise en réseau des RRN, des administrations nationales et des organisations européennes.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le site internet du REDR (<https://enrd.ec.europa.eu/>).

Le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)

La brochure présentant des exemples de projets du Feader fait partie d'une série de publications du REDR conçues pour encourager l'échange d'informations. Chaque édition de la brochure présente différents types de projets qui ont bénéficié d'un cofinancement PDR du Feader.

Les précédentes éditions de la brochure consacrée aux exemples de projets Feader peuvent être téléchargées en ligne à partir de la section «Publications» du site du REDR ⁽¹⁾. La palette de projets et de pratiques efficaces du REDR ⁽²⁾ inclut de nombreux autres exemples d'intervention du Feader dans des initiatives de développement rural.

⁽¹⁾ https://enrd.ec.europa.eu/publications_fr

⁽²⁾ https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice_fr

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

**Un numéro unique gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11**

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Rédacteur en chef: Neda Skakelj, chef d'unité, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne

Rédacteur: Derek McGlynn, responsable des publications, point de contact du REDR

Manuscrit finalisé en juin 2018. La version originale est le texte en langue anglaise.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2018

Print: ISBN 978-92-79-85637-2

ISSN 2529-4970

doi:10.2762/394

KF-AP-18-002-FR-C

PDF: ISBN 978-92-79-85646-4

ISSN 2529-5039

doi:10.2762/80005

KF-AP-18-002-FR-N

© Union européenne, 2018

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle des institutions de l'Union européenne.

Il est fourni à titre d'information uniquement et n'est pas juridiquement contraignant.

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire sur papier via le site internet EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Remerciements

Principaux contributeurs:

Veneta Paneva, Paul Soto, Konstantinos Zapris, Enrique Nieto, Maria Coto, Jon Eldridge, Steffen Hess, Ylva Jonsson, Marieke Kok, Katalin Kolosy, Thomas Mueller, Thomas Norrby, Magda Porta, Petri Rinne, Bill Slea

Conception: Benoit Goossens

Photo de couverture © Peoplecreations, Freepik

Sommaire

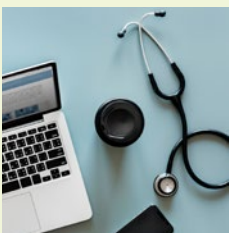


1. Centres multiservices

Page 4

Renforcement des liens de proximité dans un village belge

Un réseau rural d'espaces de travail partagés en Catalogne, Espagne



2. Santé et soins

Page 8

Amélioration des soins à domicile grâce à la technologie, Suède

Maintenir les personnes âgées à domicile et en sécurité, Finlande



3. Éducation et formation

Page 12

Formations en ligne pour les agriculteurs disposant de peu de temps, Autriche

Une école pour la transition numérique en Dordogne, France



4. Mobilité et logistique

Page 16

De l'autostop organisé pour améliorer la mobilité rurale, France

Prestations de services dans des zones à faible densité de population, Espagne



5. Énergie

Page 20

Réhabilitation d'une centrale hydroélectrique afin de générer des fonds pour la collectivité, Écosse (Royaume-Uni)

Mise en œuvre de pratiques en matière d'énergie durable et de foresterie, Espagne



6. Écosystèmes numériques

Page 24

Raccordement d'un village portugais reculé

Mise en place de l'écosystème numérique, Allemagne



Introduction

La présente édition de la brochure des projets du Feader dépeint douze initiatives numériques et sociales participatives qui améliorent les prestations de services en milieu rural. L'origine de ces initiatives innovantes varie: ces dernières sont parfois lancées directement par la communauté du village (c'est notamment le cas à Braemar, en Écosse) et parfois par la municipalité ou une association de municipalités (comme c'est le cas de la plateforme villageoise de Beveren, en Flandre). Dans d'autres cas, un institut de recherche (pour les «villages numériques» allemands) ou le secteur privé (pour les «villages numériques» portugais) est à l'origine de l'initiative. Quoi qu'il en soit, dans chacun de ces douze exemples, les collectivités locales jouent un rôle central.

Les exemples couvrent six principaux domaines de service: centres multiservices, santé, éducation, mobilité, énergie et informatisation du village. À lui seul, chaque domaine peut avoir une incidence majeure sur la qualité de la vie dans les zones rurales. Ensemble, ils peuvent servir d'inspiration et donner matière à réfléchir sur le concept bien plus large des «villages intelligents».

L'initiative «Smart Villages» de l'Union ⁽¹⁾ décrit les villages intelligents comme des zones et des collectivités rurales qui s'appuient sur leurs forces et atouts existants ainsi que sur les nouvelles perspectives qui s'offrent à elles pour créer de la valeur ajoutée, au sein desquelles les réseaux traditionnels et nouveaux sont améliorés au moyen de technologies de communication numérique, d'innovations et grâce à une meilleure utilisation des connaissances dans l'intérêt des habitants.

Cette initiative suggère que les villages de demain devront combiner différents programmes pour aboutir à des approches stratégiques qui encouragent l'établissement de villages intelligents et prévoient un soutien favorisant les connaissances, les investissements et la connectivité.

Le REDR réunit des praticiens du développement rural européen afin de mieux comprendre et, à terme, de stimuler un plus grand nombre d'initiatives «Smart villages». Le groupe du REDR travaillant sur cette thématique ⁽²⁾ a établi une série de bonnes pratiques, dont certaines figurent dans la présente brochure, et compilera ses constatations et conclusions sur l'innovation sociale et numérique dans un rapport à l'été 2018.

Les innovations sociales sont «des innovations qui sont sociales par leurs fins et leurs moyens... En d'autres termes, il s'agit d'innovations à la fois bonnes pour la société et qui améliorent la capacité de la société à agir» ⁽³⁾.

(1) https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/eu-action-smart-villages_en

(2) https://enrd.ec.europa.eu/smart-and-competitive-rural-areas/smart-villages_en

(3) Commission européenne, «Social innovation: A Decade of Changes», 2010: http://espas.eu/orbis/sites/default/files/generated/document/en/social_innovation_decade_of_changes.pdf



Les villages intelligents partagent certaines caractéristiques:

- ils sont axés autour de la population, autour des habitants des zones rurales qui prennent des initiatives pour trouver des solutions pratiques susceptibles de transformer leur commune. Un soin particulier est apporté pour que les objectifs d'équité et d'efficacité soient soigneusement équilibrés;
- ils font appel aux technologies numériques lorsque la situation le requiert, et non pas parce qu'elles sont à la mode. Les villages intelligents sont experts dans l'art d'adapter les technologies numériques pour qu'elles soient plus utiles à la collectivité locale;
- ils exigent de pousser la réflexion au-delà des frontières du village. De nombreuses initiatives font participer la campagne environnante, des groupes de villages, de petites villes et comprennent des liens vers les grandes villes;
- ils reposent sur la construction de nouvelles formes de coopération et d'alliances entre les agriculteurs et d'autres acteurs du monde rural, entre les municipalités, le secteur privé et la société civile, et entre une approche ascendante et une approche descendante;
- ils incitent les gens à penser par eux-mêmes. Il n'y a pas de modèle unique ni de solution prête à l'emploi. Les projets réussis sont ceux qui examinent les atouts locaux et s'appuient sur les meilleures connaissances disponibles pour donner vie au changement.

Plusieurs des projets présentés dans cette brochure ne sont pas des exemples de villages intelligents en soi. Toutefois, ils comprennent certains des ingrédients essentiels décrits ci-dessus pouvant aider les collectivités rurales à bâtir des villages intelligents.

Les programmes de développement rural (PDR) apportent une boîte à outils complète et un budget important. Utilisées de façon stratégique, les mesures des PDR peuvent soutenir les habitants des villages intelligents à chaque étape du processus de transformation: de l'idée initiale jusqu'à une extension réussie. De nombreux PDR appuient la planification de la base jusqu'au sommet, les animations, les formations, l'assistance technique, le pilotage et le financement de projets innovants.

Les villages intelligents utilisent également la politique de développement rural comme catalyseur pour mobiliser d'autres ressources financières et humaines. Certaines autorités de gestion indiquent comment les PDR peuvent être utilisés pour en multiplier les effets, en attirant les fonds européens, nationaux et privés, et soutenir les initiatives «Smart villages» dans des domaines comme les énergies renouvelables, le haut débit et la mobilité.

Toutefois le groupe thématique du REDR a révélé que, dans de nombreux cas, les collectivités rurales parvenaient à répondre plus rapidement que les politiques aux difficultés auxquelles elles font face. En conséquence, des solutions de financement innovantes sont développées, qui incluent par exemple l'investissement du secteur privé et le financement participatif. Pour cette raison, douze projets inspirants ont été sélectionnés pour la présente édition de la brochure de projets du Feader, mais tous ne dépendent pas du soutien d'un PDR.

L'équipe du point de contact du REDR

1. Centres multiservices

Lorsque les entreprises privées et les prestataires de services publics centralisent leurs opérations, une baisse globale de la qualité de la vie rurale peut s'ensuivre. Mais lorsque les banques, les bureaux de poste et même les commerçants décident de fermer boutique, un déclin inéluctable semble s'installer. Alors, comment les villages peuvent-ils retenir leurs services de base dans le contexte des réductions de ressources et de l'exode rural?

Continuité de service

Ces dernières années, la fourniture de services de qualité dans les campagnes a occupé l'avant-scène des débats politiques. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) constate que, même si la majorité de ses pays membres se sont remis de la crise financière, les budgets publics restent serrés⁽¹⁾. Les coûts de prestation de certains services par habitant étant plus élevés dans les zones rurales que dans les villes, les services ruraux se trouvent particulièrement vulnérables aux compressions budgétaires.

Par ailleurs, il apparaît que les collectivités rurales ne peuvent subsister sans des services publics adaptés et capables de répondre aux besoins des habitants. L'accessibilité des services est essentielle au bien-être des habitants des campagnes et à la résilience économique et sociale des collectivités.

L'ouverture de marchés de services publics peut constituer une solution. Certaines tâches municipales, comme le déneigement par exemple, peuvent être réalisées plus efficacement par un agriculteur que par la municipalité. De même, les habitants d'un village sont souvent en mesure d'assurer de meilleurs soins pour les seniors et les personnes handicapées que les agences d'aide à la personne qui doivent parcourir de longues distances.

Les liens entre les services publics et les associations peuvent également contribuer à maintenir les services en place, par exemple pour la gestion des logements sociaux par des associations de logement ou la fourniture de services de bibliothèque par des organisations bénévoles.

Centres multiservices

L'émergence de centres multiservices se révèle être une réponse efficace pour certains villages. Ces plateformes peuvent maintenir des services de base pour les particuliers en les reliant à d'autres services ou soutenir les créateurs d'entreprise cherchant à développer leur nouvelle idée d'entreprise. Des initiatives peuvent être lancées spontanément par un commerce ou un garage local décidant d'entreprendre des activités supplémentaires, ou être suscitées par des planificateurs municipaux qui cherchent un moyen de maintenir les services d'un ensemble de villages à faible densité de population.

Voir, en page 5, un village-plateforme belge qui est parvenu à créer un centre social prospère dans une zone reculée.

Si le type de la plateforme peut varier, l'idée centrale est une mutualisation des services visant à aider les zones rurales à atteindre la masse critique nécessaire pour que la prestation des services demeure viable. Mais ces centres n'ont pas comme unique but la rentabilité. Différents exemples ont mis en lumière des initiatives très efficaces pour orienter le volontariat et accroître l'engagement social, grâce à l'entraide entre voisins.

Voir, en page 6, un projet en Espagne qui aide à limiter la fuite des cerveaux depuis les zones rurales grâce à la mise en place d'un réseau d'espaces de travail partagés destiné à attirer les créateurs d'entreprise.

Le mélange d'innovations sociales et numériques grâce auxquelles les centres multiservices fonctionnent constitue un excellent exemple de définition des villages intelligents.

(1) Garantir le fonctionnement des services publics pour les collectivités rurales, 20^e réunion du groupe de travail sur la politique rurale, 5 décembre 2017. Voir également les documents de l'OCDE intitulés «Strategies to Improve Rural Service Delivery», 2010: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264083967-en> et «Regional Outlook 2016», 2016: <https://regions20.org/wp-content/uploads/2016/08/OECD-Regional-Outlook-2016.pdf>



Renforcement des liens de proximité dans un village belge

Ce projet de plateforme dans un village du Westhoek, une région flamande de Belgique, est une initiative menée au niveau local qui a donné vie à un centre social florissant proposant une série de services dans une zone reculée. La plateforme répond non seulement à des enjeux de mobilité, mais sert aussi de point central pour le village, en réunissant des habitants de tous les âges.

Le projet est né d'une précédente initiative, qui avait relevé les difficultés qu'éprouvent un grand nombre de personnes pour se déplacer dans les campagnes afin de répondre à des besoins élémentaires, en particulier si elles ne disposent pas d'une voiture. Le projet «Village Hub Beveren aan de Ijzer» s'est appuyé sur l'expérience d'engagement positif des habitants et a fait participer ces derniers aux stades mêmes de la conception et du développement du projet.

L'idée générale était d'établir un centre de services destiné à faciliter les relations sociales et à servir de lieu pour les activités du village de Beveren aan de Ijzer. Cette plateforme se trouve dans un ancien restaurant et comprend désormais une petite épicerie et un service de restauration. Les fonds de l'Union européenne ont permis de couvrir les coûts liés au bâtiment au commencement du projet.

La plateforme a été élaborée en coopération avec l'association pour handicapés De Lovie, qui a vu dans cette initiative l'occasion d'intervenir auprès d'un plus grand nombre de personnes souffrant de déficience mentale. D'ailleurs, de nombreuses personnes avec lesquelles cette association travaille ont trouvé un emploi valorisant au centre. Plus de 20 personnes y sont également bénévoles.

«En l'espace d'un an, nous sommes parvenus à rembourser les coûts fixes du bâtiment grâce à la vente de boissons et de gâteaux faits maison, à notre pourcentage de ventes au magasin et à notre service de petits travaux de réparation.»

Jan Vermeulen
De Lovie

Dans les Flandres, il est de coutume de manger des «pistolets» (de petits pains ronds) et des parts de gâteau

le dimanche après-midi. La plateforme villageoise remplace désormais la boulangerie locale, fermée, en servant de dépôt de pains et gâteaux. Voilà un exemple savoureux de la manière dont on peut stimuler la cohésion sociale.

«Les habitants peuvent désormais trouver des produits frais auprès de la plateforme villageoise, car celle-ci travaille en collaboration avec l'ancien boulanger du village.»

Dieter Hoet
Westhoek Consultation

Les villageois avaient plusieurs objectifs clairs en tête lors du lancement de la plateforme. Ils voulaient régler le problème de mobilité causé par le manque de transports en commun en rapprochant les commerces et services des habitants. Ils souhaitaient également renforcer la cohésion et la réciprocité au sein des quartiers, promouvoir les circuits courts pour les produits alimentaires locaux et développer une plateforme économiquement viable.

Un an après sa création, le projet continue de prendre de l'ampleur. Plus de 20 fournisseurs vendent leurs produits au magasin, qui approvisionnent un cinquième des 500 habitants du village. Parmi les services proposés, citons la collecte du verre et un service de livraison de colis.

La plateforme est devenue un élément indispensable de la vie au village, un endroit où les habitants récupèrent les courses de leurs voisins ou vont simplement rencontrer d'autres personnes dans un environnement convivial. S'appuyant sur cette expérience positive, l'association des municipalités flamandes (Westhoek Overleg) entend promouvoir un réseau de plateformes semblables dans d'autres villages flamands.



© Dorpspunt in Beveren

Les relations sociales et les activités de proximité se multiplient au sein de la plateforme du village.

Nom du projet	Village Hub Beveren aan de Ijzer
Type de bénéficiaire	Structure d'assistance
Période	2016-2019
Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Coût total: 20 000 euros • Contribution du Feader: 13 000 euros • Source privée: 7 000 euros
Mesure PDR	Mesure 19: Leader
Informations complémentaires	www.facebook.com/groups/Dorpspuntinbeveren/about/
Contact	dieter.hoet@wsg.be

Un réseau rural d'espaces de travail partagés en Catalogne, Espagne

Le projet Cowocat Rural (COWorking CATaluña) a permis de créer des espaces de travail partagés (*coworking*) dans dix zones rurales Leader, en vue d'aider à endiguer la fuite des cerveaux hors des campagnes en créant un réseau destiné à attirer les professionnels et à améliorer les compétences numériques des entrepreneurs locaux.

L'une des solutions pour donner un second souffle aux villages luttant contre l'exode rural est d'exploiter les technologies de l'information et de stimuler les compétences en utilisant des espaces de travail partagés. Le projet Cowocat Rural s'est appuyé sur un projet pilote qui avait donné lieu à la création d'un bureau de ce type en Catalogne, en Espagne, dans le cadre d'une précédente initiative, et a concrétisé l'idée à plus grande échelle en permettant le développement d'un réseau d'espaces de travail partagés dans la région.

L'idée était de promouvoir une culture du télétravail et du cotravail auprès des entrepreneurs des zones rurales, de communiquer sur le sujet et de créer des synergies avec d'autres territoires. À terme, l'objectif est d'avoir recours aux nouvelles façons de travailler rendues possibles par les technologies de l'information afin d'attirer et de retenir les talents sur la durée.

Le projet interterritorial a été lancé par dix groupes d'action locale (GAL). Il a d'abord créé une base de données répertoriant les espaces de travail partagés existants dans les territoires des GAL, puis a formé un promoteur pour chaque nouvel espace de cotravail. Le promoteur, généralement un cotravailleur de l'espace en question, a pour missions de mettre en lien les utilisateurs professionnels de l'espace et d'encourager la coopération au sein d'une communauté de cotrailleurs.

Les promoteurs cherchent également à attirer des investissements et à générer des idées de projets tout en rendant l'espace de travail partagé autonome à long terme. La collaboration entre cotrailleurs est en outre encouragée par une plateforme numérique qui permet aux utilisateurs de chercher des partenaires avec lesquels développer des projets. L'approche peut déjà se prévaloir d'exemples tangibles de cotrailleurs qui s'associent sur des projets.

«C'est un espace partagé où des synergies entre cotrailleurs peuvent naître et prospérer.»

Albert Vilana

Cotravailleur et entrepreneur

Entre 2014 et 2017, Cowocat Rural a inspiré la création de 14 nouveaux espaces de travail partagés, ce qui représente un réseau reliant plus de 130 professionnels. Par ailleurs, dans le cadre du projet, un GAL catalan a mené une étude sur la rénovation de maisons dans des zones rurales afin d'attirer de nouveaux entrepreneurs et de stimuler ainsi l'économie locale.

La solution du cotravail a en outre permis aux familles en vacances à la campagne de conserver un lien avec leur travail grâce à l'espace de travail partagé. Les zones rurales ciblées par le projet ont déjà enregistré une hausse du nombre de cotrailleurs saisonniers,



© Cowocat Rural

Le réseau d'espaces de travail partagés dynamise l'écosystème des entreprises locales.



Cowocat Rural offre aux jeunes la possibilité d'entamer leur carrière professionnelle localement.

en particulier pendant l'été, car les cotrailleurs et leur famille peuvent bénéficier des activités de loisir proposées à la campagne, souvent moins chères.

Le résultat désiré et escompté du projet était de montrer que la culture du cotravail pouvait faire revivre une économie rurale, en offrant aux jeunes la possibilité de se lancer dans la vie active localement et en permettant de travailler de façon collaborative. Il faudra peut-être un certain temps avant que les effets du projet ne se fassent sentir, mais la portée d'un tel projet promet d'être étendue et importante. Le cotravail offre des avantages éducatifs et sociaux, ainsi que des retombées économiques positives.

«Nous recherchons des personnes souhaitant changer leur mode de vie et leur philosophie de travail.»

Begoña García
Promoteur du projet

Soutien et coopération en continu

L'initiative Cowocat Rural se poursuit aujourd'hui au moyen d'un projet de coopération transnational Leader qui durera jusqu'en 2019. Tout en continuant d'être centré sur la Catalogne, le projet compte désormais des partenaires en Allemagne, en Belgique, en France, en Irlande et au Royaume-Uni. Parmi les actions en cours, citons la création d'expériences touristiques utilisant les espaces de travail partagés et incluant des activités de loisir destinées aux entrepreneurs. L'objectif est de sensibiliser les entrepreneurs urbains aux possibilités offertes par les campagnes, sur le plan à la fois du travail et de la vie au quotidien.

Les entrepreneurs sont également encouragés à établir des relations avec d'autres espaces de travail partagés en Catalogne en vue de développer des liens entre villes et campagnes. Une assistance technique destinée à dynamiser les espaces de travail partagés dans les zones rurales permet de renforcer leur professionnalisme. Cette assistance peut inclure des conseils concernant des questions juridiques, la politique de sélection

des cotrailleurs, la gestion du site ou encore des événements de promotion de l'esprit communautaire. Plus précisément, dans le cadre de ce projet, un nouvel espace de travail partagé, principalement axé sur le numérique, accueillera prochainement des étudiants d'université à Tarragone et un nouvel espace sera créé dans un petit village situé dans une zone Natura 2000.

Si les nombreux avantages du cotravail sont évidents, Cowocat Rural a mis en évidence plusieurs facteurs de réussite qui doivent impérativement être réunis. Il est indispensable qu'un accès à l'internet à haut débit et de qualité soit disponible pour que l'expérience soit satisfaisante. Les espaces de travail partagés fonctionnent mieux lorsqu'ils sont dirigés par des professionnels motivés. Ces composantes sont un déterminant essentiel de la réussite du projet et elles se sont révélées plus importantes que l'emplacement ou la taille de l'espace de travail partagé.

Pour reproduire l'approche Cowocat Rural, un projet doit tout d'abord déterminer si la masse critique minimale de talent entrepreneurial existe bel et bien sur son territoire. Le projet doit ensuite se pencher sur la communauté de cotrailleurs et créer une atmosphère conviviale ainsi qu'un espace de travail attractif.

Cowocat Rural continue de promouvoir l'utilité du concept de cotravail et l'opportunité de son application en Europe. Le cotravail peut redonner vie aux économies rurales en retenant les jeunes cerveaux ambitieux et en attirant des professionnels chevronnés pour lutter contre le dépeuplement.

Nom du projet	Cowocat Rural
Type de bénéficiaire	Groupes d'action locale
Période	2014-2017
Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Coût total: 67 110 euros • Contribution du Feader: 31 542 euros • Contribution nationale/régionale: 35 568 euros
Mesure PDR	M19: Leader
Informations complémentaires	www.cowocatural.cat
Contact	info@cowocatural.cat

2. Santé et soins

Lorsqu'ils sont bien planifiés, le lieu et la forme de certains services publics essentiels peuvent servir de catalyseur plutôt que constituer un obstacle au développement rural. Les villages intelligents améliorent la disponibilité et la viabilité des services de santé et de soins guidés par une approche fondée sur les acteurs locaux, souvent associée au déploiement de nouvelles technologies.

Les technologies transforment la façon dont les services de santé et de soins sont fournis. Le recours à des solutions numériques offre une foule d'avantages tant pour les patients que pour les professionnels de santé. Des possibilités de surveillance à distance et d'amélioration logistique, inimaginables il y a quelques années encore, sont devenues réalité.

Utilisées correctement, les dernières technologies peuvent améliorer la qualité des soins et la cohésion sociale. D'un point de vue administratif, le coût financier de la prestation de services de santé et de soins peut être fortement réduit, notamment dans les campagnes.

Le projet suédois Improve présenté en page 9 propose des soins à domicile ciblés et économiques pour les populations vivant dans des zones rurales reculées.

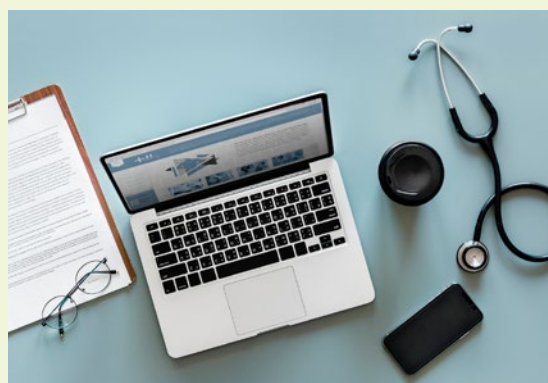
La technologie aide à mieux faire correspondre les prestations de soin avec les besoins des patients et utilisateurs. De plus, la précision accrue qui en résulte réduit le gaspillage des ressources. Le résultat final est positif pour les municipalités et les prestataires, car ils consacrent moins de temps à se rendre chez les patients, et le fait que les interventions soient davantage ciblées diminue le stress des patients.

Pour tirer le meilleur parti de telles possibilités, une approche inclusive est nécessaire. En d'autres termes, en plus d'associer les prestataires de services, il convient de consulter les personnes recevant les soins. Le concept de «laboratoire vivant», fondé sur une approche d'intégration des processus de recherche et d'innovation axée autour de l'utilisateur, est parfois utilisé lors de l'élaboration d'un projet. Généralement appliqué dans un contexte territorial, il comprend la cocréation, l'exploration, l'expérimentation et l'évaluation d'idées innovantes dans un cadre d'utilisation réel.

Une large consultation des acteurs avant de mettre en œuvre des changements permet d'instaurer un climat de bienveillance. Cette pratique facilite l'acceptation et, partant, augmente l'efficacité des services. Par exemple, les services de surveillance à distance qui fournissent des informations personnalisées et centrées sur les patients peuvent être consultés sans devoir se déplacer. Ils limitent également les visites inutiles par des professionnels de santé.

Toutefois, les améliorations sur le plan de la santé et des soins ne devraient pas se limiter à l'utilisation des nouvelles technologies. Il existe souvent un potentiel d'innovation sociale. Par exemple, les budgets existants alloués aux soins de santé pourraient être utilisés pour employer du personnel local plutôt que des intérimaires, qui devront passer une grande partie de leur temps sur la route et ne connaîtront sans doute pas la population aussi bien que le personnel soignant local.

Voir en page 10 un projet finlandais qui s'est appuyé sur une approche de «laboratoire vivant» pour concevoir une prestation de services de santé intelligents.



Amélioration des soins à domicile grâce à la technologie, Suède

Le projet Improve se sert de la technologie pour proposer des soins à domicile plus ciblés et plus économiques aux populations vivant dans des zones rurales reculées.

«Faire participer la collectivité pour coproduire des services publics» (Improve) est un projet de télémédecine visant à améliorer les services aux personnes âgées grâce à des soins à domicile intelligents, à Västernorrland, en Suède. Le projet, mené grâce au soutien du programme Interreg de l'Union européenne, s'est appuyé sur une approche d'innovation ouverte, ou «laboratoire vivant», pour créer une solution sur mesure de service public durable consistant à dispenser des soins à domicile dans des zones périphériques et à faible densité de population.

Improve a commencé par sélectionner parmi les prestataires de soins exerçant déjà dans la région un réseau de «défenseurs locaux du projet» dans le comté de Västernorrland. Ce processus a permis de définir quatre domaines prioritaires pour les services de télémédecine: accès sans clé; caméras de surveillance nocturne; capteurs de gestion de l'incontinence; planification des soins des patients à distance, dans sept municipalités.

Les prestataires de soins se rendent au domicile de centaines de patients, ce qui les oblige à toujours avoir sur eux un grand nombre de clés, lesquelles peuvent facilement se perdre ou tomber entre de mauvaises mains. L'idée d'un accès sans clé au domicile d'un patient était donc séduisante. Aussi le projet s'est-il consacré à l'installation de systèmes de verrouillage sans clé permettant aux prestataires de soins de santé de déverrouiller la porte d'un patient au moyen d'une application sécurisée sur smartphone.

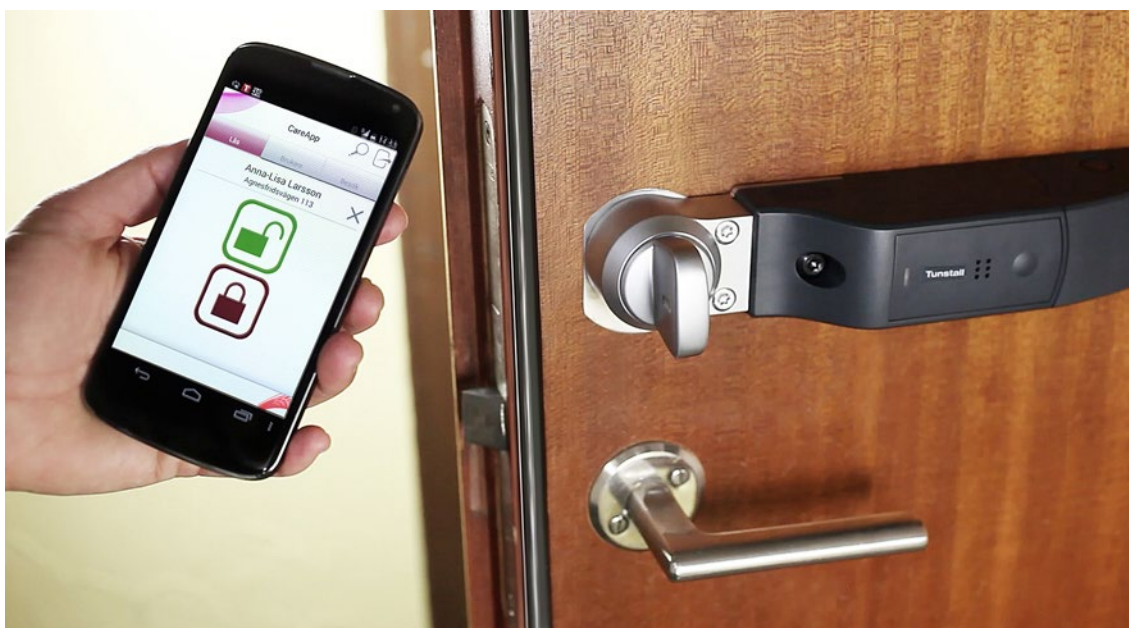
Par ailleurs, les visites à domicile sont souvent nécessaires de nuit. Dans les campagnes suédoises, cela peut exiger des prestataires de soins qu'ils effectuent de longues distances dans l'obscurité. De nombreuses personnes âgées fragiles trouvent ces visites dérangement car elles sont réveillées en plein sommeil lorsque les prestataires de soins entrent chez elles, ce qui est fâcheux dans la mesure où l'une des principales raisons de ces visites nocturnes est justement de veiller à la sécurité et au repos du patient.

L'installation de caméras à domicile réduit la nécessité d'effectuer certains déplacements et le dérangement inutile du patient. En outre, réduire les déplacements en voiture est bon pour l'environnement et permet aux prestataires de soins de consacrer plus de temps aux patients. Par exemple, l'installation de 34 caméras a permis à l'ensemble des prestataires de soins de la région de réduire leurs trajets de 551 kilomètres (l'équivalent de 9 heures et 12 minutes d'économie de temps de travail) par nuit.

«Les patients chez qui cette [caméra] a été installée ne se sentent pas épiés. La caméra est activée uniquement la nuit et dans certains cas, lorsque le patient et le personnel de santé l'ont décidé.»

Linnéa Hamrin

Directrice des soins de santé à Örnsköldsvik



Dans le cadre de ce projet, des systèmes de verrouillage sans clé ont été installés, qui permettent aux prestataires de soins de santé de déverrouiller la porte d'un patient au moyen d'une application sécurisée.

Une technologie de pointe pour des soins de qualité

Le projet Improve a également porté sur le problème de l'incontinence, qui est loin d'être rare chez les patients âgés. Il a été axé sur l'utilisation d'un dispositif doté d'un capteur capable de détecter les mictions des patients et permettant d'établir des programmes individuels. Le système du projet analyse la fréquence des mictions sur une période d'évaluation de 72 heures et les données en résultant, qui sont plus précises que des saisies manuelles, permettent aux prestataires de soins de prendre des décisions plus avisées pour chaque patient.

Les soins apportés aux patients ont été améliorés grâce aux technologies, car celles-ci offrent aux prestataires de soins la possibilité de s'occuper de leurs patients à distance. De tels soins engendrent des économies de temps et une baisse des déplacements, profitant tant au patient qu'au prestataire de soins, et les sept municipalités participant au projet ont toutes décidé d'adopter cette méthode. Le déploiement de soins à distance à plus grande échelle, notamment à l'hôpital local, est également à l'étude.

«Parce que nous collaborons et travaillons ensemble, chaque municipalité n'a pas besoin de partir de zéro quand elle se lance dans le projet. Une commune peut commencer, puis devenir experte et partager ses connaissances avec les autres.»

Madeleine Blusi
Coordinatrice de projet

Des répercussions d'envergure

Le projet fait partie d'une initiative de plus grande envergure, qui vise à développer le savoir-faire et la capacité à innover dans cinq comtés, outre celui de Västernorrland. La mise en place réussie de services

publics axés sur la technologie représente une contribution précieuse pour cette initiative. De ces nouveaux services sont ressortis des avantages tangibles pour le prestataire de soins et le patient.

D'autres régions pourraient également bénéficier de ces avantages en reproduisant la méthodologie innovante d'Improve. L'équipe de projet souligne l'importance de désigner des défenseurs du projet et, surtout, de prendre le temps de trouver la bonne personne, même si ce processus peut s'avérer long.

Le projet a également mis en lumière les résultats positifs des municipalités qui travaillent ensemble pour éviter de répéter inutilement les efforts des autres. Il est important de signaler que chaque municipalité n'est pas obligée de tout faire.

Le projet se poursuit et le réseau de défenseurs du projet mis en place subsistera après la fin du projet.

La coordinatrice du projet souligne que, dans le cadre de ce réseau, d'autres avancées technologiques continueront d'être intégrées pour améliorer davantage les soins aux patients.

Nom du projet	Improve (Involving the coMmunity to co-PROduce public serVicEs)
Type de bénéficiaire	Association de collectivités locales
Période	2015-2018
Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Coût total: 179 971 euros • Programme Northern Periphery and Arctic (NPA), soutenu au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER): 116 981 euros • Association des collectivités locales du Västernorrland: 62 990 euros
Informations complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • http://improve.interreg-npa.eu • www.kfvn.se
Contact	Madeleine.blusi@kfvn.se

Maintenir les personnes âgées à domicile et en sécurité, Finlande

La majorité des accidents dont sont victimes les personnes âgées surviennent à domicile. Le projet «Safety at Home» (KAT 2) tente de répondre à ce problème grâce à l'élaboration d'un système d'information sur les risques destiné à améliorer la sécurité domestique.

Le projet KAT 2 met en place un réseau d'acteurs ayant pour objectif la création d'un système d'information en vue de la gestion des risques domestiques dans les zones rurales. Il réunit des professionnels de la santé et des services sociaux dans la région de Carélie du Sud, en Finlande.

Le projet a mis des professionnels de la santé, des services sociaux et des services d'urgence au défi de renforcer leur coopération et d'établir des modèles en réseau afin de mieux gérer leurs contributions. Une action coordonnée en vue de la gestion de certains risques est essentielle pour réduire la charge de travail des services d'intervention d'urgence.

«À partir de 2020, une personne sur trois en Carélie du Sud aura plus de 65 ans.»

Plan 2017-2021 dans le domaine de l'action sociale en Carélie du Sud

Les initiatives visant à améliorer les services de santé sont généralement considérées comme l'apanage du ministère de la santé. Le programme de développement rural (PDR) finlandais a soutenu le projet dans le contexte d'une réforme nationale des services sociaux et de santé à plus grande échelle, présentant de nouvelles perspectives ainsi que de nouveaux défis pour



© KAT (Kotona Asumisen Turvallisuuksia)

Un mélange intelligent d'aide sociale et de technologie numérique permet à plusieurs prestataires de soins de se coordonner, afin que des seniors puissent rester vivre plus longtemps chez eux.

les prestations de services en milieu rural. KAT 2 a démontré que les services intelligents pouvaient jouer un rôle clé dans la transformation de zones rurales à faible densité de population.

Une combinaison de composantes sociales et numériques a permis au projet de remporter un franc succès. Le nouveau modèle de réseau a été mis au point en collaboration avec les acteurs d'une large palette de secteurs, à la fois privés et publics, qui ont participé aux réunions et ateliers. Le réseau perdurera au-delà du projet actuel, continuant d'exploiter le fruit du travail déjà mené, comme la plateforme numérique en ligne de partage des informations sur les risques domestiques.

En associant les seniors au projet dès son commencement, il a été possible de vérifier qu'ils disposaient des compétences informatiques requises pour envoyer leurs retours d'informations. Le partage de connaissances au-delà des limites administratives était un aspect particulièrement innovant du projet.

«Les nouveaux outils de Safety at Home diviseront vos préoccupations par deux en vous permettant de vivre chez vous aussi longtemps que possible.»

Kristiina Kapulainen
Gestionnaire du projet

Le principal aboutissement fut l'élaboration d'un nouveau modèle de planification, intégrant la participation directe des seniors et leur permettant de continuer à vivre chez eux plus longtemps. En plus de réduire le coût financier des prestations de soins, KAT 2 améliore le bien-être social.

Nom du projet	Safety at Home (KAT 2)
Type de bénéficiaire	Public — Services sociaux et de santé de Carélie du Sud
Période	2017-2018
Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Coût total: 290 648 euros • Contribution du Feader: 122 072 euros • Contribution nationale: 127 885 euros • Contribution régionale: 40 691 euros
Mesure PDR	Mesure 7.1: Plans et études de faisabilité pour le développement rural et les services de base
Informations complémentaires	www.kotonaasumisenturvallisuus.fi
Contact	kristiina.kapulainen@eksote.fi

3. Éducation et formation

Un village dit «intelligent» exige de pousser la réflexion au-delà de ses frontières. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de services d'enseignement et de formation. Plus que jamais, la technologie permet aux collectivités rurales d'accéder à des résultats de recherche pertinents. L'économie numérique présente néanmoins des difficultés qui ne peuvent être ignorées.

Depuis toujours, l'une des principales raisons qui amènent les jeunes à quitter les régions rurales est leur volonté d'accéder à un meilleur enseignement et à des formations plus poussées. Et s'ils trouvent un emploi à l'issue de leurs études, il se peut qu'ils ne retournent jamais vivre dans leur village.

Les villages intelligents ne cherchent certes pas à concurrencer les grandes universités d'Oxford, de la Sorbonne ou de Bologne, mais ils sont à l'affût et prêts à saisir les nouvelles possibilités offertes par la technologie. Les enseignants sont aujourd'hui mieux outillés pour concevoir et améliorer l'enseignement et la formation qu'ils souhaitent dispenser. En adoptant une approche ouverte, les zones rurales peuvent accéder à distance à des centres universitaires de haut niveau.

Grâce à la vidéo à la demande, à la diffusion sur l'internet ou encore à la possibilité de consulter les derniers cours en ligne, les moyens d'apprentissage à distance continuent d'évoluer et sont de plus en plus impressionnants. Les praticiens du développement rural s'emparent de ces possibilités pour offrir un accès à des informations de qualité qui n'auraient été préalablement disponibles que dans les centres urbains.

Les programmes éducatifs accessibles grâce à la technologie offrent aux personnes très occupées souhaitant développer leurs connaissances environnementales ou leurs compétences marketing, comme les agriculteurs, la possibilité d'accéder aux informations qui les intéressent au bon moment. Autrement dit, lorsqu'elles ont du temps pendant leur journée de travail. Un autre avantage est que les étudiants n'ont pas besoin de parcourir de longues distances pour accéder à leur formation.

Voir en page 13 comment 10 000 agriculteurs autrichiens suivent des formations en ligne.

Si la technologie peut être le moteur de nouveaux canaux de diffusion de cours et de formations, elle peut également être un sujet à part entière. L'Europe continue d'aller de l'avant grâce à sa stratégie pour un marché unique numérique ⁽¹⁾, l'objectif étant de créer une économie numérique où la libre circulation des marchandises, des personnes, des services, des capitaux et des données est garantie et où citoyens et entreprises peuvent accéder facilement et équitablement aux biens et services en ligne, quelle que soit leur nationalité et

où qu'ils se trouvent. Cette stratégie pourrait rapporter 415 milliards d'euros à l'économie européenne, stimulant ainsi l'emploi, la croissance, la concurrence, les investissements et l'innovation.

L'économie rurale est-elle prête pour le marché unique numérique? La politique de développement rural soutient déjà les efforts entrepris pour améliorer les compétences numériques. L'éducation et la formation continueront d'être une composante vitale de la transformation numérique des zones rurales. Tous les secteurs de l'économie doivent suivre cet exemple. Les entreprises rurales de tous types, de l'agriculture à l'industrie en passant par le tourisme, peuvent bénéficier de cette stratégie, mais elles doivent disposer des compétences nécessaires pour prospérer dans l'économie numérique.

Un projet Leader français accompagne des entreprises locales dans le processus de transition numérique pour aider ces dernières à repérer de nouvelles opportunités et de nouveaux marchés, voir page 14.



(1) https://ec.europa.eu/commission/priorities/digital-single-market_en

Formations en ligne pour les agriculteurs disposant de peu de temps, Autriche

Les cours de formation en ligne du Ländliches Fortbildungsinstitut (LFI), qui fait partie de la chambre d'agriculture autrichienne, ont été suivis par 10 000 agriculteurs. Par son envergure considérable, cette initiative a permis d'éviter aux étudiants de passer un nombre incalculable d'heures sur les routes pour se rendre au centre de formation, sans parler des dommages sur l'environnement qui y sont associés.

De nouvelles perspectives de formation en ligne s'ouvrent à mesure que l'accès à l'internet à haut débit arrive dans les campagnes. Dans le cadre du projet de formations en ligne pour les agriculteurs, le LFI a mis en place de courts modules sur l'internet portant sur différents sujets, comme remplir des formulaires de candidature, renouveler une certification sur la protection des végétaux ou appliquer des mesures agroenvironnementales. Les autres domaines portaient notamment sur l'hygiène et les allergies, les régions alpines, le marketing direct, la mise à niveau de systèmes informatiques, la diffusion en direct et les médias sociaux.

Un aspect notable des cours particulièrement apprécié des participants est leur disponibilité en ligne. Cela signifie qu'ils peuvent être suivis n'importe où et à tout moment, et qu'il n'est donc pas nécessaire de prendre la route des heures durant. Cette approche a eu beaucoup de succès. Un cinquième des 50 000 agriculteurs participant aux programmes agroenvironnementaux en Autriche y ont pris part.

«Les cours se sont révélés être une solution vraiment pratique pour offrir un enseignement de qualité dans les zones rurales.»

Gerald Pfabigan
Chef de projet, chambre d'agriculture

Dans le cadre du projet, il a été estimé que la mise à disposition des cours en ligne à ces 10 000 utilisateurs avait permis d'éviter 1,5 million de kilomètres de déplacements en voiture. Les agriculteurs travaillent de longues heures et vivent dans des zones reculées; ils n'ont généralement pas le temps de parcourir de grandes distances. Les cours en ligne ne prennent que quelques heures et peuvent être suivis (et mis sur pause) à tout moment.

«Je suis ravie que les cours soient faciles à comprendre et interactifs.»

Eva Hauenschild
Productrice laitière

L'héritage à long terme de cette initiative est une plateforme d'apprentissage électronique, qui continue d'être utilisée par les agriculteurs. Les jeunes agriculteurs, en particulier, sont très enthousiastes à l'idée de recourir aux nouvelles technologies pour gagner en efficacité et en efficience. Mais l'apprentissage électronique doit s'adresser à tous et, à cet égard, le projet a mis en évidence l'importance de définir clairement le groupe cible et d'adapter la formation en conséquence. Les organisateurs du projet soulignent que leurs cours ont su être pertinents pour un large public, en élaborant des offres de formation utiles aux agriculteurs de toute l'Autriche, sans se limiter à certaines régions spécifiques.

The screenshot shows a video conference with three participants: Gerald Pfabigan (Moderator), Bauer Willi (Moderator), and Alois Wohlfahrt (Speaker). The chat window displays a welcome message: "Herzlich Willkommen beim Webinar! bauernwilli.com zeigt den praktischen Einsatz von Social Media". The presentation slide features the LFI logo and the text "Best-Practice-Beispiel Social Media in der Land- und Forstwirtschaft bauernwilli.com". The slide also lists the participants: Gerald Pfabigan (LFI Experten), Bauer Willi (LFI Web-Kollegende), and Alois Wohlfahrt (Beitragende von bauernwilli.com).

Les cours en ligne et à la demande destinés aux agriculteurs ont réussi à toucher un large public.

Le bénéficiaire du projet continue d'ajouter de nouveaux cours, alors même que le financement a pris fin. Pour les agriculteurs biologiques, par exemple, le projet propose désormais un cours sur l'achat de graines, d'engrais, de produits de protection des végétaux biologiques et d'aliments pour le bétail.

On peut même dire que le projet a contribué à l'accélération du déploiement de l'internet à haut débit dans les zones rurales. En effet, quand les agriculteurs ont constaté les avantages de l'apprentissage électronique, ils ont commencé à se mobiliser afin d'obtenir un meilleur accès à l'internet.

Nom du projet	Formations en ligne pour les agriculteurs
Type de bénéficiaire	Chambre autrichienne d'agriculture, département de la formation continue en milieu rural (Ländliches Fortbildungsinstitut, LFI)
Période	2015-2017
Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Coût total: 245 313 euros • Contribution du Feader: 196 250 euros • Contribution nationale/régionale: 49 063 euros
Mesure PDR	Mesure 1: Transfert de connaissances et actions d'information
Informations complémentaires	http://elearning.lfi.at
Contact	g.pfabigan@lk-oe.at

Une école pour la transition numérique en Dordogne, France

Un projet Leader accompagne des entreprises locales tout au long du processus de transition numérique. La formation aide les entrepreneurs à définir des stratégies numériques cohérentes ainsi qu'à cerner de nouvelles opportunités et de nouveaux marchés.

La création d'emplois et le développement économique ont toujours été au cœur de la stratégie Leader pour la Dordogne, en France. Le soutien de Leader a contribué à mettre en place une formation en ligne sur mesure d'une durée allant de 1 à 10 jours pour les entreprises locales, leur offrant les outils nécessaires pour tirer parti de l'économie numérique.

La Web Association Bergeracoise (WAB) est une «école du web» qui apprend aux entreprises locales à concevoir des stratégies efficaces intégrant des aspects numériques dans leurs opérations, leurs communications et leur marketing. Le promoteur du projet pour le groupe d'action locale (GAL) «Pays de Bergerac» cherchait à répondre à la demande de formations dans le domaine du numérique émanant des petites entreprises situées aux alentours de la ville de Bergerac.

Apprécier la situation actuelle

En vue de communiquer sur l'initiative, près de 2 000 entreprises de Dordogne, dont 1 200 situées dans le secteur du GAL, ont été invitées à répondre à un questionnaire en ligne. Le sondage a été réalisé en partenariat avec le service «Emploi» des autorités locales. Il était divisé en quatre grandes catégories de questions concernant: a) la perception des outils numériques; b) les équipements et le budget dédié aux outils numériques; c) les besoins numériques; d) les difficultés.

Les résultats ont montré que plus de la moitié des entreprises considéraient les outils numériques comme une occasion de se développer et utilisaient les médias

sociaux pour promouvoir et commercialiser leur activité. Plus de 80 % d'entre elles sont présentes sur l'internet, mais elles ne sont que 42 % à disposer d'une stratégie numérique formelle et 28 % seulement à être dotées d'un budget spécifique pour le développement numérique.

Le questionnaire en ligne évaluait également la propension des petites entreprises rurales à prendre part à l'initiative. Plus de la moitié d'entre elles ont indiqué souhaiter améliorer les outils dont elles disposaient actuellement, mais près des trois quarts ont avoué manquer de temps pour opérer cette transition numérique.

La WAB leur a alors proposé des audits numériques gratuits. Ces audits consistaient en un entretien de deux heures avec le gérant de l'entreprise, donnant ensuite lieu à un rapport personnalisé sur l'état de préparation numérique de l'entreprise, sur le plan à la fois de la qualité de son matériel et de ses compétences. L'audit évaluait également les avantages et les coûts de la transition numérique pour l'entreprise individuelle. Environ 120 entreprises dans la région du GAL y ont participé et appliquent désormais les recommandations clés qui leur ont été communiquées.

«D'après les audits qui ont principalement porté sur des entreprises rurales de petite taille, nous avons constaté que la Dordogne accusait un léger retard sur le plan de l'utilisation numérique, bien que le niveau d'équipement soit assez bon.»

Alban Brettes
Directeur de la WAB



© La WAB

La «feuille de route numérique» de la WAB pour les entreprises locales se composait de cours personnalisés portant sur les compétences numériques.

Feuille de route numérique

À la suite de l'audit numérique, chaque gérant d'entreprise interrogé a été invité à s'inscrire à un parcours de formation individuelle coordonné par la WAB. La feuille de route se composait d'un cours adapté individuellement et sélectionné parmi 30 modules pratiques sur les compétences numériques. Au total, 48 gérants d'entreprise ont saisi cette occasion offerte dans le cadre du projet.

La WAB fournit également des informations sur les financements publics disponibles pour l'investissement numérique. Par ailleurs, le projet a permis la création d'une alliance entre employeurs dans un espace de travail partagé financé par Leader.

Pour ceux qui souhaitaient aller plus loin, la WAB a lancé en mars 2017 un nouveau module de formation comprenant 700 heures de classe et 168 heures de pratique destiné à toute personne âgée de plus de 16 ans voulant développer ses compétences informatiques. Cette formation agréée porte sur des aspects extrêmement pratiques, permettant aux entreprises de mettre facilement en application les solutions numériques enseignées. Bien qu'elle ne fasse pas partie de Leader, la formation de la WAB — un opérateur de formation et d'apprentissage agréé — est financée par des régimes de formation professionnelle et d'apprentissage publics.

La transition numérique a le pouvoir de dynamiser le Bergeracois. Le projet a développé les compétences numériques de petites entreprises rurales et a pour ambition de faire de Bergerac une «ville numérique».

«Dans un secteur évoluant aussi rapidement, nous avons besoin de compétences pédagogiques pointues. Bergerac se trouvant à seulement une heure et demie de Bordeaux en train, la ville peut attirer des formateurs qualifiés et les inciter à prendre part à l'initiative.»

Katalin Kolosy
Experte en développement rural

Nom du projet	Web Association Bergeracoise, WAB (école rurale pour la transition numérique)
Type de bénéficiaire	Groupe d'action locale «Pays de Bergerac»
Période	2015-2016
Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Coût total: 61 864 euros • Contribution du Feader: 30 932 euros • Contribution nationale/régionale: 30 932 euros
Mesure PDR	M19: Leader
Informations complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • www.la-wab.fr • http://www.pays-de-bergerac.com/le-pays/programme-leader/groupe-action-locale/index.asp
Contact	contact@la-wab.fr

4. Mobilité et logistique

La faible densité de population et la nécessité de parcourir de longues distances sont deux aspects indissociables de la vie rurale. Le déplacement des personnes et des marchandises constitue en effet un problème constant. Et cette situation ne s'est pas arrangée avec les coupes budgétaires dans les systèmes de transports publics depuis la crise financière. Par ailleurs, les difficultés liées à la mobilité ont tendance à être transversales, en ce sens qu'elles nuisent à d'autres aspects et diminuent la qualité de la vie à la campagne.

Les avancées technologiques permettent désormais de réaliser de nombreuses fonctions logistiques à distance. Ces avancées peuvent cependant parfois être à double tranchant pour les campagnes. D'un côté, les habitants bénéficient d'un meilleur accès aux biens et services qui ne leur sont normalement pas accessibles, mais de l'autre, cela peut entraîner la fermeture des commerces locaux, incapables de faire face aux gros concurrents situés loin du village en question, qui offrent un plus large choix de produits et dont la zone de desserte s'est élargie.

Pour les collectivités plus reculées, la mobilité peut être un défi plus difficile encore à relever. Les transports publics peuvent être limités ou inexistantes. Ou bien les prestataires de services peuvent simplement choisir de se retirer du marché et refuser de desservir des zones dont la population en déclin a peu de chance d'augmenter. Une stratégie possible consiste à répondre à cet enjeu en utilisant les technologies numériques lorsque cela s'avère pertinent, c'est-à-dire quand elles offrent une valeur ajoutée.

Le projet français en page 17 œuvre à améliorer les transports et la solidarité au sein de la collectivité au moyen d'une application pour smartphone dédiée.

La démarche des villages intelligents consiste à rassembler la collectivité, à définir des cibles communes et à utiliser la technologie à disposition pour que l'offre et la demande coïncident davantage. Le résultat est une meilleure utilisation des ressources, qu'il s'agisse d'autopartage ou de mutualisation logistique, permettant d'atteindre la masse critique nécessaire en regroupant les demandes et rendant ainsi possible la livraison de biens dans des zones reculées et à des populations vulnérables.

La conception de nouvelles formes de coopération et d'alliances est au cœur du concept de village intelligent. Il revient aux acteurs en personne — qu'il s'agisse des agriculteurs, des municipalités, d'acteurs du secteur privé ou de la société civile — de déceler une occasion et de mettre en marche le changement.

L'initiative La Exclusiva, en Espagne, offre de nombreux avantages socio-économiques en plus des livraisons hebdomadaires commandées par les clients, voir page 18.



De l'autostop organisé pour améliorer la mobilité rurale, France

«Rezo Pouce» est un projet financé par Leader, qui répond aux problèmes de mobilité dans les zones rurales en proposant un moyen sûr et gratuit de faire du covoiturage sur de courtes distances, entre deux endroits fréquentés.

Dans de nombreuses zones rurales isolées, les transports publics sont rares ou inexistantes, et la voiture est souvent la seule solution pour se déplacer. Le projet Rezo Pouce a redéfini une vieille tradition pour améliorer la mobilité locale et renforcer la cohésion sociale. Il met en place un système de covoiturage à des points d'autostop désignés. Les utilisateurs inscrits peuvent se faire conduire depuis le point de départ de leur choix jusqu'à la destination souhaitée. Ce projet offre une solution pratique pour le premier ou le dernier tronçon d'un trajet, partie qui pose souvent un problème: par exemple, pour se rendre jusqu'à la gare ou de la gare à son domicile.

Pour s'inscrire à ce service gratuit, les utilisateurs, qui doivent être âgés d'au moins 16 ans, fournissent simplement à leur commune une photocopie de leur carte d'identité et signent la charte Rezo Pouce. Les conducteurs, qui doivent également s'inscrire, reçoivent un autocollant à apposer sur leur pare-brise pour montrer qu'ils font partie de l'initiative, et les passagers reçoivent un badge spécial.

Les coûts administratifs sont pris en charge par les villes participantes et ne sont pas assumés par les utilisateurs. Le programme de mobilité est financé au titre d'objectifs d'économie d'énergie et de mobilité douce. Les frais d'inscription pour la municipalité dépendent du nombre d'utilisateurs inscrits à l'initiative. Pour les communes dont la population oscille entre 10 000 et 25 000 habitants, les frais s'élèvent à 7 500 euros et 3 000 euros pour deux ans. En échange, l'entreprise sociale derrière Rezo Pouce soutient le déploiement du réseau, fournit une assistance technique et de coordination et forme le personnel de la municipalité chargé de la supervision du programme.

Une expansion continue

Dans les zones rurales et semi-rurales françaises, telles que celles des régions Île-de-France, Bretagne et Nouvelle-Aquitaine, où le programme est présent, l'adoption a remporté un franc succès. Le nombre de trajets partagés triple chaque année, et plus de 1 500 municipalités y prennent part à ce jour.

Le GAL «Grand Pic Saint-Loup» ⁽¹⁾ en Occitanie, dans le sud de la France, a été l'un des premiers à adopter Rezo Pouce. L'initiative a été mise en place par le GAL en 2015 dans le cadre de son plan de mobilité locale. Il couvre 36 municipalités rurales et recense plus de 125 arrêts Rezo Pouce.



© Rezo Pouce

Le projet de covoiturage Rezo Pouce se développe dans toute la France comme un moyen intelligent d'améliorer la mobilité locale.

L'entreprise sociale derrière Rezo Pouce organise des sessions d'information réunissant les représentants des autorités locales afin d'informer ces derniers sur tous les aspects du programme. L'objectif est d'étendre davantage le projet. À cette fin, le projet a fait équipe avec le groupe Transdev, un acteur majeur du secteur des transports dans le monde, et la fondation Macif, une organisation en faveur de l'innovation sociale, en vue de développer une application facilitant l'inscription de nouveaux utilisateurs au service et le rapprochement des conducteurs et des passagers.

L'application enregistre les habitudes d'utilisation et permet ainsi d'ajuster les points de rendez-vous en fonction de la demande. Environ trois quarts des trajets sur Rezo Pouce faisaient moins de 10 kilomètres, ce qui souligne le caractère local du projet. Les jeunes adultes sans permis de conduire sont les principaux utilisateurs du groupe.

Nom du projet	Rezo Pouce
Type de bénéficiaire	Groupe d'action locale
Période	2010-aujourd'hui
Financement	GAL «Grand Pic Saint-Loup» Rezo Pouce Les activités sont cofinancées au titre de Leader: 15 214 euros sur un total de 23 771 euros
Mesure PDR	M19: Leader
Informations complémentaires	www.rezopouce.fr
Contact	• b.rozes@rezopouce.fr • a.jean@rezopouce.fr

(1) www.cc-grandpicsaintloup.fr/RezoPouce.html

Prestations de services dans des zones à faible densité de population, Espagne

La province espagnole de Soria a subi un important dépeuplement au cours du siècle dernier. L'initiative «La Exclusiva» vise à mettre un terme à cette baisse continue en améliorant la qualité de vie des habitants restant dans la région, et notamment des seniors, qui représentent un pourcentage élevé des habitants.

La crise économique espagnole a frappé de plein fouet les prestations de services dans les zones rurales. Les seniors, qui constituent une part importante de la population dans les zones rurales, sont les premiers à en souffrir, se déplaçant généralement plus difficilement. À Soria, la situation est particulièrement grave: il y a plus d'habitants âgés de 80-90 ans que d'enfants de moins de 10 ans.

Deux villages sur trois dans cette province comptent moins de 100 habitants, et les chiffres ne font que baisser. Pour les commerçants, il s'agit d'un environnement véritablement difficile. Mais La Exclusiva est une société privée pas comme les autres. Elle se concentre sur la «logistique sociale» comme moyen d'aider les habitants à rester dans des zones à faible densité de population et de créer de nouvelles perspectives d'emploi.

Une logistique sociale

Les entrepreneurs à l'origine de La Exclusiva dirigeaient cinq magasins, qui proposaient toute une série de produits dans différents villages de la province. En raison du dépeuplement continu, leurs recettes étaient en berne.

Mais au lieu d'accepter ce qui semblait être un déclin inévitable de leur activité, ils se sont unis pour créer une entreprise sociale. L'objectif de cette nouvelle initiative était de pouvoir continuer à fournir des services aux particuliers dans les zones rurales reculées. L'entreprise naissante a utilisé l'espace de travail partagé local, «El Hueco», pour maintenir ses coûts au plus bas.

Initialement, l'ambition était de donner aux habitants de ces zones isolées un accès à des produits de base, comme des denrées alimentaires et des médicaments. Par l'intermédiaire d'un regroupement de ressources, l'initiative financée par des capitaux privés permet aux clients de bénéficier d'une livraison à domicile sans frais supplémentaires. Et grâce à son modèle de livraison à domicile, le service fourni fait gagner du temps et offre du confort. Le contact direct hebdomadaire est également une importante occasion de socialisation, en particulier pour certains clients âgés.

Avant son lancement, La Exclusiva avait réalisé une étude pour déterminer si le nombre de clients suffirait pour que l'activité soit considérée comme viable. Parvenue à la conclusion que la demande collective était suffisante, elle a ouvert quatre nouveaux circuits d'approvisionnement



© La Exclusiva

Ce projet à but social et entrepreneurial maintient des services de vente dans des zones à faible densité de population et génère de nouvelles perspectives d'emploi.

© La Exclusiva



La Exclusiva a élargi sa gamme de services afin de proposer des services en électronique, de jardinage, de blanchisserie et de nettoyage à sec.

dans la province de Soria, donnant à un total de 518 villages, soit près de 10 000 familles, accès à des livraisons hebdomadaires.

Ce projet à but social et entrepreneurial a été couronné de succès et est parvenu à véritablement étendre sa gamme de services. Par exemple, il propose désormais des services en électronique et de presse, de pharmacie, de bibliothèque, de blanchisserie et de nettoyage à sec, de plomberie, de jardinage, de vérification de factures d'électricité, de traiteur, ainsi que la vente de produits issus de l'agriculture biologique et de meubles.

La Exclusiva a créé deux nouveaux emplois à temps plein et trois postes à temps partiel. Au bout de trois ans, La Exclusiva a ouvert un deuxième bureau pour commencer à fournir des produits et services dans la province voisine de Burgos. Ses trois circuits d'approvisionnement desservent 78 autres villages et 1 000 familles. Les clients peuvent passer leurs commandes en envoyant un message par courrier électronique ou via WhatsApp, ou encore par téléphone ou au point de livraison.

«Je pense que la vie va revenir dans les villages, qu'ils seront pleins de gens et animés de repas populaires.»

Victoria Tortosa Vicente
Directrice de La Exclusiva

Une initiative gratifiante

Les habitants de la province de Soria ne sont pas les seuls à avoir remarqué les bienfaits du projet. La Exclusiva a reçu quatre prix pour son travail en faveur de l'amélioration de l'économie rurale et de la lutte contre le dépeuplement et a été sélectionnée parmi les dix meilleurs projets d'entrepreneuriat social des jeunes par l'université européenne de Madrid. En outre, La Exclusiva a été reconnue pour son innovation en faveur des femmes en milieu rural par le ministère espagnol de l'agriculture et de la pêche, de l'alimentation et de l'environnement.

Un facteur essentiel de la réussite de l'initiative a été le soutien fourni par trois partenaires d'investissement. Ils ont donné une petite somme d'argent à l'initiative et l'ont aidée à concevoir son plan de croissance, analysant régulièrement les avancées et réinvestissant dans l'entreprise à mesure qu'elle grandissait. L'impact social de La Exclusiva est évalué tous les six mois.

La prochaine étape est de continuer à faire évoluer le portefeuille de clients de l'entreprise, en ciblant les restaurants et les maisons de soins. L'entreprise cherche également à développer son offre de services afin d'inclure des services immobiliers et de soins infirmiers pour les seniors.

En parallèle, elle poursuit ses efforts pour repeupler les campagnes: ses promoteurs font partie d'un projet Interreg dans ce secteur, comptant des partenaires en Laponie finlandaise, à Brandebourg, en Allemagne, et dans la région de Castille-et-León, en Espagne.

«La Exclusiva est bien plus qu'une entreprise sociale: elle donne de l'espoir aux personnes âgées et leur permet de continuer à vivre dans leur village, là où elles ont grandi et gardent tous leurs souvenirs.»

Frederic Guallar

Stagiaire à l'espace de travail partagé El Hueco

Enfin, le projet est une vitrine par excellence des avantages que l'on peut retirer en améliorant la logistique dans les campagnes. Une telle approche pourrait être facilement reproduite dans d'autres régions touchées par le dépeuplement. La combinaison des objectifs sociaux, de l'aspect entrepreneurial et des technologies de pointe de La Exclusiva est un bon exemple des valeurs que prônent les villages intelligents.

Nom du projet	La Exclusiva
Type de bénéficiaire	Entreprise privée
Période	2013-aujourd'hui
Financement	Source privée: 3 000 euros
Informations complémentaires	www.laexclusiva.org
Contact	info@laexclusiva.org

5. Énergie

Dans le contexte du changement climatique mondial et de l'amenuisement des ressources naturelles, la transition vers une économie à faible émission de carbone est reconnue comme étant essentielle à la prospérité future de l'Union européenne. Les zones rurales recèlent la majorité de ces ressources et se montrent prêtes à contribuer à une croissance intelligente, durable et inclusive.

Rendre l'énergie plus sûre, plus abordable et durable fait partie des dix priorités politiques de la Commission européenne. Dans toute l'Europe, des villages mettent en place des projets d'économie d'énergie, de production d'énergies renouvelables et de transport durable.

Les villages intelligents cherchent à limiter les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement, mais ils entendent aussi exploiter tout le potentiel des campagnes dans le cadre de la transition vers une économie circulaire à faible émission de carbone. Dans les zones rurales à capital social élevé, des investissements communautaires directs ont été réalisés dans des actifs locaux stratégiques tels que l'énergie, l'internet à haut débit et les transports. Ces investissements s'appuient sur de la main-d'œuvre et des sources de financement provenant de la collectivité, et les fonds excédentaires générés par ces actifs sont réinvestis dans d'autres activités économiques et sociales.

L'existence de cadres énergétiques nationaux en faveur d'une production d'énergie décentralisée et d'une appropriation locale est révélatrice d'un potentiel significatif pour la production d'énergie centrée sur la collectivité. Il existe déjà plusieurs milliers de coopératives d'énergies renouvelables en Europe présentes sur le marché de la production d'énergie, de l'exploitation des réseaux, du contrôle de la consommation d'énergie, des économies d'énergie et de l'autopartage sur l'internet.

En pareils cas, les collectivités intéressées doivent analyser les différentes solutions techniques et établir un plan de développement viable. Une expertise externe sera aussi nécessaire dans la plupart des cas. Bien planifié, un projet réussi dans le domaine de l'énergie peut permettre aux collectivités locales d'en récolter les fruits.

Voir en page 21 l'exemple d'un projet en Écosse, qui montre comment un projet communautaire bénéficiant d'un financement participatif parvient à générer de l'énergie renouvelable, dont les bénéfices sont reversés à la collectivité locale.

L'échelle des projets varie en fonction du contexte local spécifique. Dans le secteur des coopératives d'énergie, l'ampleur des projets peut varier fortement, allant de l'échelon d'un quartier, comme c'est le cas du projet «Lucioles Énergies» en Bretagne (France), qui prévoit d'installer 150 m² de panneaux solaires sur la toiture d'un bâtiment public, à une envergure bien plus large, comme la transformation de l'île danoise de Samsø (qui compte 4 000 habitants) en un exportateur net d'énergies renouvelables, neutre du point de vue des émissions de carbone.

Les programmes de développement rural (PDR) soutiennent la transition vers une économie à faible émission de carbone. Les mesures des PDR pouvant appuyer cette transition sont celles portant sur la formation et l'accompagnement (M1 et M2), le développement d'activités rurales (M6), la reforestation et la gestion des forêts (M8 et M15), les aides à l'investissement (M4) et la rénovation des villages (M7). La mesure de coopération et de mise en œuvre opérationnelle du programme Leader (M19) peut également exercer un effet catalyseur pour favoriser les initiatives de villages intelligents dans toute une région.

Le projet de coopération Leader espagnol «Enfoc», en page 22, permet de changer les mentalités pour améliorer l'efficacité énergétique et l'utilisation de la biomasse.

L'impact au sens large de ces initiatives, à savoir la sensibilisation, la cohésion sociale, la création de moyens de subsistance locaux, la conservation des richesses dans les économies locales et le sentiment d'autonomisation que la population peut ressentir en collaborant pour amener un changement, est au moins aussi important que la réduction directe des émissions de carbone qui en résulte.



Réhabilitation d'une centrale hydroélectrique afin de générer des fonds pour la collectivité, Écosse (Royaume-Uni)

Un projet communautaire principalement financé par des financements participatifs a permis de rénover un site hydroélectrique dans un parc national. Le site produit aujourd'hui de l'énergie renouvelable vendue au réseau énergétique et dégage des bénéfices qui renforcent la viabilité de la collectivité.

L'idée de réhabiliter une centrale hydroélectrique désaffectée émane d'un membre du Braemar Community Development Trust, qui représente la communauté d'Aberdeenshire, au Royaume-Uni, forte de 450 membres. Ne parvenant pas à obtenir un crédit bancaire pour le financement du projet, le Trust a tenté une approche différente. Il s'est tourné vers le financement participatif, une idée qui s'est révélée brillante. Une entreprise au profit de la collectivité, Braemar Community Hydro Ltd, a alors été créée pour la gestion du projet.

L'entreprise gère en outre un fonds au profit de la collectivité. La centrale hydroélectrique devrait générer plus de 500 000 euros pour le fonds pendant son cycle de vie, les premiers capitaux disponibles devant être accessibles en 2017. Les recettes du projet proviennent des tarifs de rachat couvrant la vente d'énergie électrique à un important fournisseur d'électricité. Les tarifs de rachat permettent la production d'énergie provenant de différentes sources d'énergies renouvelables, notamment éoliennes, solaires ou de biogaz, en offrant un prix fondé sur le coût pour l'électricité fournie au réseau.

Les personnes ayant contribué au projet à travers l'initiative de financement participatif obtiennent un retour sur leur investissement. En plus du versement d'intérêts, les prêts des créanciers seront entièrement remboursés au bout de 20 ans. Il est également prévu de pouvoir allonger la durée de vie du projet de 20 ans, en sachant que les recettes seront réduites puisque les tarifs de rachat auront cessé d'exister d'ici là. Ces tarifs sont généralement conçus pour baisser au fil du temps afin de suivre et d'encourager les évolutions technologiques.

«Dans le cadre de programmes de ce type, les régimes de propriété communautaire offrent un net avantage par rapport aux baux conclus auprès de propriétaires de terres, dont les négociations sont longues et compliquées.»

Nick Mardall

Agent de développement à temps partiel,
Braemar Community Hydro Ltd

D'après les directeurs du projet, la réussite de l'initiative tient au fait qu'il est fait appel à l'aide de professionnels chaque fois que nécessaire. L'initiative a également bénéficié de l'exploitation des compétences des membres de la collectivité. Pour les habitants de Braemar, le projet comprenait un processus d'apprentissage assez exigeant, mais en accédant à l'expertise adéquate, l'ancienne centrale hydroélectrique a pu produire à nouveau de l'énergie renouvelable au profit de l'environnement et de la collectivité. Et la collectivité en est vraiment fière.



© Braemar Community Hydro Ltd

Le financement participatif a permis à une vieille centrale hydroélectrique de produire à nouveau de l'énergie renouvelable, cette fois au profit de la collectivité locale.

«Il ne faut jamais se contenter d'une réponse négative et toujours mettre à profit les compétences de votre collectivité.»

Alastair Hubbard

Président, Braemar Community Hydro Ltd

Nom du projet	Braemar Community Hydro Ltd
Type de bénéficiaire	Entreprise commerciale
Période	2011-2036
Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Coût total: 946 000 euros • Financement participatif: 795 000 euros • Prêt: 117 000 euros • Subvention de faisabilité de Braemar Community Hydro Ltd: 11 333 euros • Parc national des Cairngorms: 11 333 euros • Projet de développement Deeside-Donside: 11 333 euros
Informations complémentaires	http://braemarthydro.org.uk
Contact	Alastair.hubbard@gmail.com

Mise en œuvre de pratiques en matière d'énergie durable et de foresterie, Espagne

Le projet «Enfocc» démontre en quoi l'adoption d'une attitude progressiste vis-à-vis de la consommation d'énergie et de la sylviculture durable peut avoir une incidence positive sur la sécurité énergétique dans les zones rurales.

Pendant la période de programmation 2007-2013, plusieurs groupes d'action locale (GAL) ont coordonné un projet sur des éléments de gestion stratégique des forêts et de l'énergie dans des villages de Catalogne, en Espagne. Notant que l'un des principaux objectifs de la politique de développement rural de l'Union pour la période 2014-2020 était l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, une idée de projet de suivi a été lancée. Le projet Enfocc est alors né, couvrant trois axes: la transition énergétique, la gestion des forêts et biomasse, et l'action contre le changement climatique.

Dirigé par le GAL espagnol «Ripollès Ges Bisaura», le projet Leader a mis en évidence les mesures pouvant être facilement prises pour réduire l'impact environnemental et stimuler l'économie locale. La totalité des onze GAL de Catalogne ont participé au projet. Quatre autres GAL issus d'autres régions espagnoles et un GAL français ont également manifesté leur intérêt pour le projet et ont proposé à leurs autorités de gestion de travailler en employant une méthodologie similaire.

Les domaines d'action du projet Enfocc — transition énergétique, gestion des forêts et biomasse, action contre le changement climatique — couvrent divers sujets tels que les économies d'énergie et les énergies renouvelables, la sylviculture durable ainsi que l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci.

L'objectif est de montrer aux autorités locales et aux acteurs du secteur privé comment réaliser des économies d'énergie, comment créer et mettre en œuvre des plans de lutte contre le changement climatique, comment partager de bonnes pratiques sur l'énergie renouvelable basées sur des sources endogènes et comment promouvoir une gestion des forêts durables.

Une surveillance intelligente

Dans le cadre de son objectif de sensibilisation sur la consommation d'énergie, le projet a développé «EneGest», un programme informatique qui permet aux petites entreprises et aux organismes publics de surveiller leur



consommation d'énergie. Le programme a été partagé avec 100 petites et moyennes entreprises, 47 mairies et dix écoles, qui ont pu également bénéficier de conseils en gestion énergétique. Les villes participantes ont alors pu établir des plans de gestion, lesquels ont déjà permis de générer des économies de coûts en énergie de 250 000 euros. Une entreprise privée a d'ailleurs déclaré avoir réduit ses coûts annuels d'énergie de 8 000 euros.

Grâce à l'outil EneGest, le projet a également calculé l'empreinte carbone de huit produits agroalimentaires, allant de produits laitiers à de l'huile d'olive vierge extra, dans les zones associées à l'initiative. Ces producteurs ont pu analyser le cycle de vie de leurs procédés de fabrication et, ainsi, prendre des mesures pour réduire leur empreinte, puis ont partagé leur expérience lors de conférences et de réunions.

Biomasse et gestion durable

Au titre du deuxième volet du projet, Enfoccc a dispensé trois formations sur l'installation de chaudières à biomasse. Les formations couvraient différents sujets tels que l'approvisionnement durable et la certification, c'est-à-dire le label Elfocat pour le bois provenant de sources durables. Les émissions de treize chaudières ont ensuite été vérifiées lors de la préparation d'une initiative de suivi sur le changement climatique en Catalogne.

Au cours des quatre prochaines années, d'autres chaudières à biomasse seront installées dans la région dans le cadre d'un autre projet intitulé «BM-CAT». Le projet a également permis d'organiser une visite du parc industriel de Berga afin de mieux comprendre les bioénergies. Dans le contexte de ces actions, deux orientations techniques sur l'utilisation de la biomasse ont vu le jour.

Par ailleurs, afin de renforcer les pratiques en faveur d'une sylviculture durable, trois initiatives pilotes visant à évaluer la faisabilité du pâturage dans des régions boisées en tant que mesure de gestion forestière ont été mises en place. Des sessions techniques ont également été organisées pour encourager une attitude positive en faveur d'une gestion durable du bétail et de la remise en état des pâturages.

D'autres résultats majeurs ont pu être obtenus, notamment une étude des solutions énergétiques dans de petits bourgs et villages ruraux et l'élaboration d'une méthodologie pour le calcul de l'empreinte carbone des événements organisés par les GAL.

«De nombreuses entreprises ont économisé beaucoup d'argent grâce à la formation sur la responsabilité énergétique, malgré leurs réserves initiales.»

Eduard Paredes Victori
Directeur du GAL «Ripollès Ges Bisaura»

Héritage à long terme

Les activités d'Enfoccc se poursuivront au sein d'un projet de coopération transnationale de suivi avec des GAL français, intitulé «Territoire résilient». Ce projet abordera le concept de l'empreinte écologique, une extension



© ENFOCC

Des initiatives pilotes ont évalué la faisabilité du pâturage comme moyen d'appuyer des pratiques forestières durables.

du concept d'empreinte carbone qui inclut l'empreinte hydrique et l'impact social. Il cherchera en particulier à encourager une transition vers l'utilisation d'énergies durables dans l'une des municipalités couvertes par le précédent projet. La viabilité de l'adoption d'une flotte de véhicules électriques pour les transports publics a été analysée par le projet Enfoccc et ce changement a été recommandé pour une municipalité locale.

Bien que la durée d'Enfoccc soit de deux ans, l'héritage du projet s'inscrit dans le temps. La pleine valeur de son impact apparaîtra au fil des années. Le projet fait évoluer les mentalités des administrateurs locaux mais aussi celles des directeurs d'entreprises. Des initiatives de suivi sont donc nécessaires pour que le processus de changement puisse se poursuivre et pour renforcer le dynamisme déjà suscité par Enfoccc et le projet qui l'a précédé. Les villages intelligents prennent la sécurité énergétique et la durabilité au sérieux. L'approche d'Enfoccc intègre de bons réflexes.

Nom du projet	Enfoccc (Energia Forest i Canvi Climàtic)
Type de bénéficiaire	GAL
Période	2016-2017
Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Coût total: 469 181 euros • Contribution du Feader: 201 748 euros • Contribution nationale/régionale: 267 433 euros
Mesure PDR	M19: Leader
Informations complémentaires	www.ripollesgesbisaura.org
Contact	eif@ripollesgesbisaura.org

6. Écosystèmes numériques

Les villages intelligents maintiennent et développent la fourniture de différents services dans les campagnes. Qu'il s'agisse de pôles d'entreprises, de services de soins de santé ou encore de production d'énergie, les initiatives menées par la collectivité génèrent des avantages pour leurs villages respectifs et participent à l'économie numérique européenne. Mettre en place un écosystème numérique bien pensé est la meilleure garantie d'une réussite durable.

Le clivage numérique rural comporte trois piliers: l'infrastructure pour le haut débit, les services numériques disponibles et les connaissances numériques des habitants. Pour qu'un village intelligent soit prospère et propose des services durables, ces trois éléments doivent être réunis.

Les réseaux d'accès de nouvelle génération (NGA) sont souvent, et cela est compréhensible, au cœur des discussions politiques. Alors que 80 % des ménages européens ont accès à ces réseaux à haut débit, ils ne sont que 47 % dans les zones rurales.

Voir, en page 25, l'effet transformateur du haut débit sur un village de montagne au Portugal qui n'était précédemment pas connecté au réseau.

L'effet du très haut débit dans les zones reculées peut être majeur, surtout lorsque le changement par rapport à la situation préalable est radical. Il développe les compétences numériques et stimule une panoplie de services locaux. Néanmoins, disposer d'une connectivité à très haut débit ne constitue pas une condition préalable au succès d'un projet.

La transition d'une absence de connexion à l'internet à une connectivité à haut débit est assez radicale, et la plupart des zones rurales se trouvent généralement entre ces deux extrêmes. L'un des messages essentiels des praticiens du développement rural est que les villages intelligents n'attendent simplement pas la meilleure infrastructure numérique.

Les projets les plus réussis élaborent une stratégie intégrant la totalité de leur écosystème numérique afin de soutenir une transformation numérique durable. L'écosystème numérique comprend les acteurs de la collectivité, les services requis, la plateforme technique de livraison et l'infrastructure sous-jacente utilisée.

Pour tirer profit au maximum de l'écosystème numérique, il est nécessaire de planifier les opérations à un stade précoce. Et les résultats sont généralement meilleurs quand toute la collectivité participe. Une approche de «laboratoire vivant» peut être employée pour puiser dans les connaissances locales et produire des innovations réalisables et durables. Les laboratoires vivants facilitent le développement de prototypes, d'ateliers d'innovation et de solutions communes. En outre, ils offrent un environnement où d'éventuels partenaires industriels peuvent exploiter leurs solutions rapidement en faisant participer de vrais utilisateurs finaux.

Le projet allemand des «Villages numériques» s'est appuyé sur une approche de laboratoire vivant pour élaborer et proposer des services axés sur les utilisateurs; voir page 26.

L'appréciation de l'écosystème numérique guide les procédés de cocréation, d'exploration, d'expérimentation et d'évaluation d'idées innovantes. Elle permet aux idées de rester ancrées dans la réalité et renforce ainsi leurs chances de réussite à long terme.



Raccordement d'un village portugais reculé

Situé dans le parc naturel de la Serra da Estrela, au Portugal, le village de montagne de Sabugueiro a connu une transformation numérique. C'est aujourd'hui la vitrine d'une série d'innovations numériques qui améliorent les services, l'environnement et l'engagement communautaire.

La première difficulté a été de raccorder Sabugueiro à l'internet, car il s'agit du village le plus élevé du pays. En effet, les câbles de fibre optique les plus proches se trouvaient à 7 kilomètres. La fondation Vodafone, une entité à but non lucratif établie par Vodafone au Portugal, a décidé d'expérimenter la possibilité d'informatiser le village. Elle a travaillé avec la municipalité pour obtenir la participation des habitants et elle a fourni les financements et installé les câbles, notamment les cinq kilomètres de câbles supplémentaires nécessaires au raccordement des habitations, des commerces locaux et d'autres bâtiments du village. Au total, près de 400 points d'accès ont été créés et 9 familles défavorisées ont reçu un ordinateur ainsi qu'un ensemble de services numériques comprenant un forfait pour la télévision, l'internet et le téléphone.

Bien que les villageois aient exprimé quelques réserves initiales, les attitudes ont depuis changé grâce au nouveau sentiment d'engagement rendu possible par la connectivité. De nombreux habitants, notamment des seniors, qui n'avaient à ce jour jamais utilisé l'internet bénéficient aujourd'hui d'une connexion au «monde extérieur».

L'offre d'une connexion à l'internet plus rapide a également permis de mettre en place de nouveaux services, comme des contrôles de la santé à distance. Un système de surveillance intitulé «Intellicare», qui contrôle la pression artérielle et le taux glycémique par informatique, est utilisé par 39 habitants de la maison de retraite du village et 18 foyers. La sécurité des habitants a également été améliorée grâce à l'installation de 24 lampes LED à économie d'énergie dans le village.

«Le projet optimise les avantages des nouvelles technologies pour améliorer la qualité de vie des habitants.»

Célia Gonçalves
Coordinatrice technique,
conseil municipal de Seia

Effacité énergétique

Un deuxième aspect essentiel du projet «Village de montagne intelligent» est celui des économies d'énergie. Des dispositifs de surveillance fournissent des informations sur la quantité d'énergie consommée en temps réel. En conséquence, les habitudes de consommation d'énergie de 40 foyers et de la maison de retraite s'améliorent. De plus, un service d'écotaxi assuré par deux véhicules électriques a été lancé en vue de réduire les émissions de carbone de la région et d'offrir



© Sabugueiro Aldeia Inteligente

L'amélioration de l'infrastructure numérique a été le moteur d'une série de nouveaux services ruraux.

plus de possibilités de mobilité aux habitants en situation de précarité sociale et ayant des besoins en soins de santé.

Bien que le projet ne fasse pas partie d'une initiative à plus grande échelle, il a su inspirer d'autres démarches, notamment la création d'un atelier d'économie d'énergie par le conseil municipal de Seia, qui cible les habitants de toute la municipalité. Cet atelier dispense des conseils aux foyers sur la façon de réduire leurs factures d'électricité.

«La connectivité catalyse tous les autres aspects de la réussite. Je trouve cette initiative brillantissime.»

José Mendes

Secrétaire d'État adjoint à l'environnement

Nom du projet	Village de montagne intelligent
Type de bénéficiaire	Autorités locales
Période	2016-aujourd'hui
Financement	Source privée: 300 000 euros
Informations complémentaires	https://cm-seia.pt
Contact	gai@cm-seia.pt

Mise en place de l'écosystème numérique, Allemagne

Le projet des «Villages numériques» consiste à adapter certains des concepts des villes intelligentes aux zones rurales. Il fonctionne dans tout l'écosystème numérique, à partir duquel un ensemble de services ruraux peut être fourni. De nouvelles façons de vendre des produits locaux, de communiquer, d'expérimenter des solutions de mobilité et de déployer des services publics sur l'internet sont mises en œuvre.

La Rhénanie-Palatinat, en Allemagne, compte de nombreuses zones rurales et plus de 2 000 villages. Le gouvernement régional s'est associé à l'Institut Fraunhofer de génie logiciel expérimental (IESE), un pionnier et accompagnateur d'idées orientées vers l'avenir, afin d'étudier et de concevoir des solutions qui intègrent la mobilité et la logistique aux technologies intelligentes en vue d'offrir une valeur ajoutée aux habitants et aux entreprises de la région.

Unité numérique

La phase initiale du projet Villages numériques consistait à sélectionner trois zones de démonstration. À cette fin, un concours axé sur la fourniture de biens et services à l'échelon local et sur de nouvelles formes de participation volontaire a été organisé. Un jury indépendant a déterminé les zones retenues.

L'objectif des Villages numériques est de renforcer le sentiment d'unité de la collectivité locale en proposant de nouvelles formes de participation volontaire et en améliorant l'approvisionnement local de biens et services.

Le projet applique une approche de «laboratoire vivant». Dès le départ, des idées de solutions numériques ont été abordées avec les habitants et d'autres parties prenantes, et ce bien avant la proposition des applications mobiles et sites internet subséquents, comme la place de marché en ligne, qui offre désormais des livraisons locales, ou le portail d'actualités locales.

Le projet a veillé à créer la plateforme numérique idoine, à partir de laquelle des services numériques peuvent être déployés. De cette façon, il est possible de connecter de nombreux services différents, qu'il s'agisse de mobilité, de communication, de fourniture locale de biens ou encore de formation.

«Le projet entend montrer dans la pratique que l'interconnexion intelligente de différents domaines peut aider les habitants jeunes et seniors des campagnes en créant un environnement de vie attractif dans le contexte du changement démographique.»

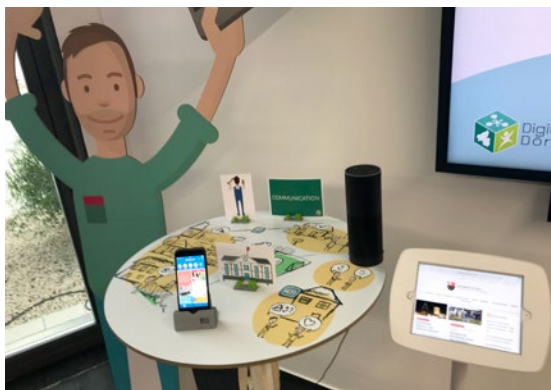
Roger Lewentz

Ministre de l'intérieur de Rhénanie-Palatinat



© Digitale Dörfer

L'objectif des Villages numériques est de renforcer la cohésion sociale. Une grande importance ayant été accordée à la consultation publique, les services développés remportent l'adhésion de la collectivité.



Les nouveaux services comprennent un portail d'actualités local, une place de marché en ligne pour les prestataires de services locaux et une application pour la gestion des livraisons bénévoles de colis.

La création d'écosystèmes numériques est au cœur de l'étude sur les zones rurales intelligentes menée par l'Institut Fraunhofer de génie logiciel expérimental. Aussi le projet permet-il à l'institut, en collaboration avec le gouvernement régional et des acteurs locaux, d'expérimenter un ensemble de services numériques. Il a produit une série de prototypes adaptés sur mesure afin de répondre plus précisément aux besoins des habitants locaux.

De nombreux services sont déjà opérationnels. Le portail d'actualités locales en ligne «DorfNews», sur lequel les actualités et événements locaux peuvent être rapidement et facilement diffusés, en est un exemple. Des résidents ordinaires, des représentants de clubs ainsi que des chefs d'entreprises utilisent le site pour partager des informations concernant des horaires d'ouverture, des événements et d'autres points d'intérêt. Il leur suffit de saisir les informations qu'ils souhaitent diffuser dans un système de gestion de contenu, et les éditeurs de la municipalité peuvent publier en un seul clic.

Dans le même ordre d'idée, une application de communication locale pour la région a également été créée. DorfFunk permet aux résidents de partager leurs actualités, de faire connaître leurs besoins ou simplement de discuter en ligne avec d'autres membres de la collectivité. D'autres services sont proposés, notamment «BestellBar», une place de marché en ligne pour les fournisseurs et les prestataires de services locaux. Ce service permet aux habitants de commander des biens en ligne auprès des commerces locaux et d'utiliser l'application «LieferBar», également créée dans le cadre du projet pour la livraison de colis.

«L'application DorfFunk remporte un franc succès. Elle est facile d'utilisation et perfectionnée.»

Lars Denzer
Résident local

Élargir la portée du projet

Du point de vue de la communication, le fait que jusqu'à 3 000 habitants d'une collectivité rurale puissent être contactés au moyen d'un seul message est un véritable avantage. L'adoption des services est jusqu'à présent encourageante puisque 500 utilisateurs ont téléchargé l'application de communication au cours des deux premières semaines ayant suivi son lancement. Pour une zone qui n'est pas densément peuplée, comptant seulement 15 000 habitants, ces chiffres sont prometteurs et ne cessent d'augmenter.

En outre, 35 fournisseurs locaux utilisent l'application de place de marché numérique, mettant en vente en ligne plus de 1 500 produits au total. Plus de 800 articles ont été vendus au cours d'une période d'essai de trois mois.

Le concept numérique repose en grande partie sur l'implication de la collectivité locale, et près de 700 habitants se sont déjà inscrits pour livrer des colis à leurs voisins de façon bénévole. En plus de renforcer l'esprit communautaire, ce bon voisinage résout plusieurs problèmes extrêmement pratiques pour les personnes à mobilité réduite ou peu disponibles qui ne sont pas en mesure de récupérer leurs colis en personne. Par ailleurs, de nouveaux liens sociaux ont été tissés lors de ces livraisons.

Les services numériques développés par le projet sont désormais à la disposition d'une collectivité plus large. D'autres villages peuvent y prendre part, moyennant une petite participation aux coûts d'exploitation technique. Les coordinateurs du projet sont vraiment fiers que cette possibilité soit adoptée dans d'autres secteurs, réaffirmant leur choix de commencer par trois domaines pilotes avant d'élargir la portée de l'initiative.

«Avec le projet Villages numériques, nous avons choisi la bonne voie pour améliorer la vie dans les campagnes grâce à des solutions numériques.»

Randolf Stich
Secrétaire d'État de Rhénanie-Palatinat

Nom du projet	Villages numériques (Digitale Dörfer)
Type de bénéficiaire	Municipalités locales
Période	2015-2020
Financement	<ul style="list-style-type: none"> Coût total: 4 360 400 euros Gouvernement régional de Rhénanie-Palatinat: 2 280 200 euros IESE Fraunhofer: 2 080 200 euros
Informations complémentaires	www.iese.fraunhofer.de
Contact	steffen.hess@iese.fraunhofer.de

PRÉCÉDENTES BROCHURES SUR LES PROJETS FEADER

D'autres exemples intéressants de projets de développement rural soutenus par le Feader sont décrits dans les précédentes éditions de la brochure de projets Feader. Chaque édition met en lumière des exemples de projets fructueux axés sur un thème particulier du développement rural.

Ces brochures sont disponibles en ligne dans la section «Publications» du site internet du REDR sur <https://enrd.ec.europa.eu>

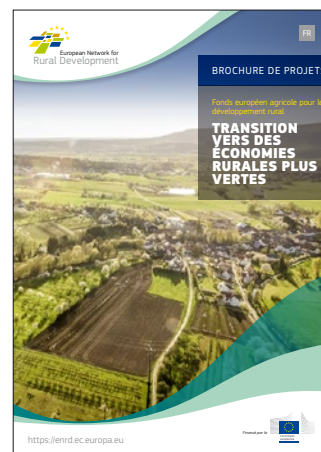
Des économies rurales efficaces dans l'utilisation des ressources



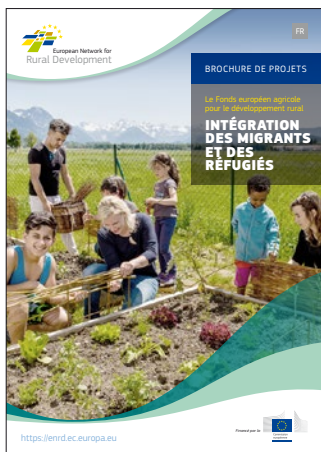
Soutenir les entreprises en milieu rural



Transition vers des économies rurales plus vertes



Intégration des migrants et des réfugiés



Des zones rurales intelligentes et compétitives



Priorités 2014-2020 pour le développement rural



Exemples de projets Feader 2007-2013



Inclusion sociale



Services environnementaux



AUTRES PUBLICATIONS DU REDR

Restez informés de toute l'actualité en matière de développement rural dans l'Union européenne en consultant les diverses publications du REDR.

Celles-ci sont disponibles en ligne dans la section «Publications» du site <https://enrd.ec.europa.eu>
Vous pouvez vous y abonner en envoyant un courriel à l'adresse suivante: subscribe@enrd.eu

LETTRE D'INFORMATION

Toute l'actualité du développement rural en Europe, livrée directement chaque mois sous format électronique!
La lettre d'information du REDR fournit un bref résumé des problèmes émergents, des sujets brûlants de l'actualité et des événements relatifs au développement rural en Europe.

RURAL CONNECTIONS

Rural Connections est le magazine de réseautage du REDR. Il présente des points de vue individuels et organisationnels sur les grandes questions du développement rural, ainsi que des histoires et des présentations de projets et d'acteurs du développement rural. Ce magazine informe aussi ses lecteurs de toute l'actualité du développement rural en Europe. Elle est publiée deux fois par an dans six langues de l'Union européenne (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

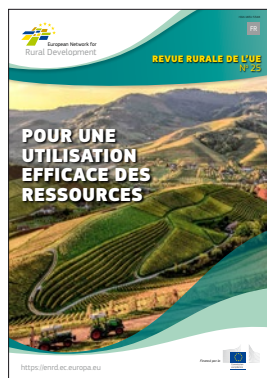
REVUE RURALE DE L'UE

La *Revue rurale de l'UE* est la principale revue thématique du REDR. Elle présente les dernières connaissances et interprétations d'une thématique donnée, en relation avec le développement rural en Europe. Les thèmes qui y sont abordés vont de l'entrepreneuriat rural à la qualité des denrées, en passant par le changement climatique et l'inclusion sociale. Elle est publiée deux fois par an dans six langues de l'Union européenne (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

N° 26 — Les villages intelligents pour revitaliser les services ruraux



N° 25 — Pour une utilisation efficace des ressources



N° 24 — Réinventer les opportunités commerciales en milieu rural



COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

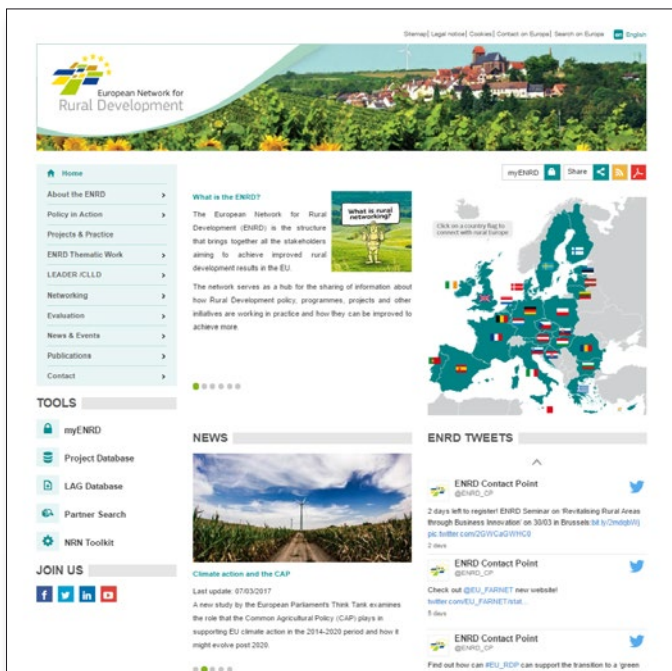
- un seul exemplaire:
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm);
auprès des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm);
en contactant le service Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm) ou
en appelant le 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Le REDR en ligne



Aimez la page Facebook
du REDR



Suivez @ENRD_CP
sur Twitter



Visionnez des vidéos
de EURural sur YouTube



Rejoignez le groupe
de discussion du REDR
sur LinkedIn



ENRD Contact Point
Rue de la Loi/Wetstraat, 38 (bte 4)
1040 Bruxelles/Brussel
BELGIQUE/BELGIË
Tel. +32 2 801 38 00
info@enrd.eu



Office des publications

<https://enrd.ec.europa.eu>



European Network for
Rural Development